

Crédits et réductions d'impôt : une date limite pour modifier l'avance de janvier 2025



© 2024 Les Echos Publishing

Les crédits et réductions d'impôt sur le revenu « récurrents » (emploi à domicile, garde de jeunes enfants, dons, investissements locatifs...) donnent lieu au versement d'une avance de 60 % à la mi-janvier de chaque année. En pratique, l'avance de janvier 2025 est calculée sur la base de la déclaration des revenus de 2023 effectuée au printemps 2024.

Précision : si vous avez bénéficié, en 2024, du dispositif de versement immédiat par l'Urssaf du crédit d'impôt pour emploi à domicile (travaux ménagers, jardinage, soutien scolaire...), l'avantage fiscal que vous avez ainsi perçu sera automatiquement déduit de l'avance de janvier prochain.

Lorsque vos dépenses ouvrant droit à ces avantages fiscaux ont diminué en 2024 par rapport à celles déclarées en 2023, vous pouvez réduire le montant de cette avance, voire y renoncer en totalité si vous ne supportez plus ce type de dépenses en 2024. Pourquoi ? Vous éviterez ainsi d'avoir à rembourser un trop-perçu l'été prochain !

Mais attention, vous avez jusqu'au 12 décembre 2024 pour revoir à la baisse ou renoncer à l'avance de janvier 2025. En pratique, rendez-vous dans votre espace particulier du site

internet www.impots.gouv.fr, rubrique « Gérer mon prélèvement à la source », menu « Gérer vos avances de réductions et crédits d'impôt ».

À savoir : si vous avez droit pour la première fois à ces avantages fiscaux au titre de vos dépenses de 2024, et donc que vous n'aviez pas ce type de dépenses en 2023, vous ne bénéficierez pas de l'avance de janvier 2025. En revanche, elle vous sera versée en janvier 2026.

© 2024 Les Echos Publishing